

GUY-ANDRÉ KIEFFER

ARMÉE IVOIRIENNE : LE REFUS DU DÉCLASSEMENT

LE PUTSCH DE DÉCEMBRE 1999 A SURPRIS LA PLUPART DES OBSERVATEURS, QUI N'AVAIENT PAS MESURÉ COMBIEN LES FRUSTRATIONS DE LA TROUPE S'ÉTAIENT ACCUMULÉES CES DERNIÈRES ANNÉES. CHOYÉS PAR HOUPHOUËT-BOIGNY, LES MILITAIRES ONT ÉTÉ MARGINALISÉS PAR LE RÉGIME BÉDIÉ. PREMIER DU GENRE, CET ARTICLE OFFRE UNE RADIOGRAPHIE DES MUTINS ET DES OFFICIERS ACTUELLEMENT AU POUVOIR. ANALYSANT LEURS SOLIDARITÉS, MAIS AUSSI LEURS CLIVAGES INTERNES, IL EXPLIQUE LA MONTÉE DES TENSIONS ET SOULIGNE LES RISQUES DE PÉRENNISATION D'UN POUVOIR MILITAIRE.

L'armée ivoirienne¹, longtemps la mieux payée mais aussi la moins équipée d'Afrique de l'Ouest, a renversé le 23 décembre 1999 un régime démocratiquement élu qui était totalement décrié et gangrené par la corruption. En quelques heures, Henri Konan Bédié, par son aveuglement et son incapacité à comprendre les revendications d'une poignée de sous-officiers et de soldats, s'est vu contraint à l'exil. Dans le même temps, la vingtaine de mutins, dépassée par les événements, a offert le pouvoir sur un plateau initialement au colonel Doué puis au général Gueï, afin qu'ils gèrent l'État, réintègrent les partis dans le jeu politique ivoirien et mettent fin à la corruption. Robert Gueï, l'ex-chef d'état-major des FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) évincé de son poste en 1995 par le même Bédié, était devenu l'une des victimes symboles de l'arbitraire du régime.

Le putsch ivoirien a créé la surprise, à la fois à cause du modèle de légalisme institutionnel qu'offrait la Côte d'Ivoire et de la réputation de loyalisme de ses forces armées, mais aussi par ses caractéristiques relativement atypiques. Ce coup d'État, qui marque une rupture dans quarante années de stabilité – tout du moins formelle –, traduit en effet le malaise profond d'une armée progressivement déclassée dans la société ivoirienne, tant dans son rôle que

dans son statut. Il exprime aussi l'incapacité du régime Bédié à avoir su prendre toute la mesure des rapports de forces réels et su gérer les conflits dans un contexte de dégradation économique rapide.

UN COUP DE FORCE HORS NORMES

Le coup d'État ivoirien s'est déroulé avec une grande maîtrise, puisque les violences physiques et surtout les pertes en vie humaine ont été extrêmement réduites. Les quelques cas signalés découleraient avant tout d'accidents. Le fait que le putsch n'ait pas été « monté », mais qu'il soit plutôt le résultat d'un enchaînement, y est sûrement pour beaucoup. En effet, la revendication corporatiste originelle s'est transformée en un mouvement d'humeur d'une poignée de sous-officiers, puis en une contestation virulente qui a rapidement dégénéré en mutinerie. Ainsi, la « cristallisation » du phénomène en putsch est plus le résultat de la déliquescence du régime que de la mise à exécution d'un plan prémédité. Ce qui n'exclut pas que des discussions aient pu avoir lieu préalablement au plus haut niveau entre hiérarchie militaire et opposition, mais sans connexion directe avec le fil des événements.

Au-delà de cette caractéristique essentielle, la prise de pouvoir par les militaires apparaît aussi hors normes par ses modalités pratiques et par les conditions de gestion des nouveaux rapports de forces. Ce putsch est en effet pour le moins singulier, le souci du respect des formes par les mutins ayant entraîné des comportements paradoxaux. Ainsi, les soldats n'ont pas hésité à réquisitionner, parfois de manière brutale, des véhicules utilitaires et des 4 x 4 dans les beaux quartiers d'Abidjan ; mais, lors de leurs mouvements en ville pour s'assurer des points stratégiques, les rebelles ont marqué

1. Les forces armées ivoiriennes sont mal connues. Il n'existe pas d'ouvrages de référence traitant de façon détaillée de leur histoire, de leur statut et de leur composition. Les sources disponibles sont réduites à quelques rares articles de presse qui n'abordent généralement le sujet qu'indirectement. Le Front populaire ivoirien a engagé il y a quelques années une réflexion interne sur l'armée, dont les résultats n'ont pas à notre connaissance été publiés. L'information présentée dans cette contribution provient presque exclusivement d'entretiens ou de témoignages recueillis par l'auteur depuis le coup d'État. Elle s'appuie également sur une connaissance ancienne du contexte ivoirien. Les personnes-ressources rencontrées sont des membres de la hiérarchie militaire mais aussi des acteurs de la mutinerie, des membres de l'actuel gouvernement et plus généralement des représentants du personnel politique ivoirien, toutes tendances confondues. L'auteur est conscient des inexactitudes potentielles liées à cette tentative de synthèse.

un temps d'arrêt aux feux lorsque la signalisation l'imposait et, dans certains cas, ramené le soir les véhicules empruntés à leurs propriétaires. De même, lorsque la résidence du chef de l'État déchu a été envahie, une partie de l'argent liquide entassé dans le bureau présidentiel a été pillé, mais les mutins ont noté sur des cahiers d'écoliers les montants et la nature des devises redistribuées entre eux.

Curieux coup d'État, où le téléphone portable a joué un rôle essentiel puisque à chaque instant, lors des négociations avec les autorités légales dans les heures qui ont précédé la fuite d'Henri Konan Bédié, les mutins ont pris conseil sur la marche à suivre auprès de quelques officiers supérieurs et dirigeants de partis politiques de l'opposition. Le rôle des radios privées locales² et de Radio France Internationale (RFI) a été consacré par leur relation du putsch, et l'écho donné à l'action des jeunes soldats sur les ondes n'a fait que les conforter dans leur détermination. Ces médias non officiels sont ainsi apparus comme des supports privilégiés de communication politique.

Coup d'État atypique aussi, où de jeunes sous-officiers, surpris par l'impact de leur révolte, abandonnent en partie la gestion de leur coup de force à des officiers supérieurs dont le ralliement ne s'est réalisé qu'à la vingt-cinquième heure. Ils ont en particulier dû contraindre un colonel très populaire au sein de la troupe, puis un général à la retraite à assumer le pouvoir, alors que ce dernier assurait Henri Konan Bédié de son légalisme et de son loyalisme quelques jours auparavant à l'occasion d'un dîner restreint³. Malgré leur rôle déterminant, les mutins ont accepté d'être en minorité au sein du Comité national de salut public (CNSP). Mais, parallèlement, ils ont créé des structures parallèles de surveillance des officiers supérieurs dont ils doutaient de la réelle conviction de changement, remettant ainsi partiellement en cause la hiérarchie militaire établie.

Parmi les paradoxes du putsch, il faut aussi relever d'autres contradictions qui révèlent un écart significatif entre le discours et la pratique et les tensions existantes au sein de l'armée. Il s'agit tout d'abord du décalage entre l'objectif affiché de la lutte anti-corruption et la promotion non contestée de certains officiers supérieurs, pourtant réputés pour avoir touché des pots-de-vin sous les régimes précédents, à des postes de responsabilité dans le nouveau gouvernement ou à la tête du comité anti-corruption du CNSP. Il s'agit ensuite des accommodements au sein de la hiérarchie militaire : une quarantaine d'officiers supérieurs fidèles au gouvernement précédent ont été

accusés, voire arrêtés ; mais, au nom de la fraternité des armes, ils ont été rapidement blanchis, puis réintégrés dans l'armée d'active en étant toutefois écartés des postes opérationnels⁴. Il s'agit enfin de la dilution rapide du respect des formes des premières semaines du putsch. La référence à une légalité républicaine à reconstruire (eu égard aux dérives du régime Bédié) s'accompagne, en effet, du développement de groupes armés informels aux dénominations exotiques (« Camora », « Brigades rouges », « Mafia », etc.), regroupant une poignée de sous-officiers adeptes du redressement de torts et d'une pseudo-justice expéditive. Ces militaires en rupture de hiérarchie n'hésitent pas à rançonner des industriels ou des commerçants soupçonnés d'être, à tort ou à raison, « des prévaricateurs ou des fraudeurs » : ils demandent puis extorquent à des hommes d'affaires en vue une « contribution spontanée », souvent très élevée, destinée à améliorer la solde des soldats⁵. Cette dérive est en grande partie alimentée par la difficulté de la hiérarchie à organiser le retour dans les casernes. Cinq mois après le coup d'État, environ 40 % des soldats et des sous-officiers cantonnés à Abidjan et dans sa région, qui avaient quitté leurs bases avec armes et bagages, n'auraient toujours pas réintégré leurs corps d'affectation. Ainsi, il est aujourd'hui difficile de faire la différence entre vrais mutins, ralliés des premiers jours et militaires en goguette en phase de « banditisation ». Passé vingt et une heures, la circulation dans Abidjan (en particulier le passage des deux ponts) présente un risque réel de racket, opéré une fois sur trois à des barrages routiers par de faux militaires qui s'intéressent plus à votre téléphone portable ou à votre portefeuille qu'à vos papiers d'identité.

2. Les mutins se sont notamment précipités vers Radio Nostalgie, une radio contrôlée par un proche de M^{me} Dominique Ouattara – épouse d'Alassane Ouattara, ancien Premier ministre et challenger des futures élections présidentielles – dont l'audience dépasse, et de loin, celle de la radio d'État.

3. Témoignage fourni par des participants au repas.

4. C'est le cas par exemple du général Akoto, l'homme des écoutes téléphoniques sous le régime Bédié, qui vient de reprendre du service à la même fonction auprès du colonel de gendarmerie Konan, un militaire baoulé membre du CNSP et en charge du renseignement auprès du général Guéï. Mais également du général Émile Bombet, ministre de l'Intérieur du régime Bédié, qui, après avoir été plusieurs fois mis en prison puis relâché depuis le putsch, assurerait la fonction de conseiller officieux pour les élections auprès du colonel Grena Mouassi, membre du CNSP et tout nouveau ministre de l'Intérieur du deuxième gouvernement du général Guéï.

5. Ainsi, 7 milliards de francs CFA ont été ponctionnés à un ex-golden boy du cacao. Cette information nous a été fournie à la fois par la victime et par l'un des auteurs.

ITINÉRAIRE D'UN DÉCLASSEMENT PROGRESSIF

Le coup d'État militaire survenu en Côte d'Ivoire au tournant de l'année pose de multiples questions sur le rôle de l'armée ivoirienne dans la société civile. Contrairement à une idée reçue, cette dernière n'a jamais été la « grande muette », mais a au contraire su se faire entendre par le passé. La chance de la Côte d'Ivoire a peut-être été d'avoir eu un premier président, Félix Houphouët-Boigny, qui savait prévenir les conflits et trouver les compromis nécessaires avec les FANCI.

À plusieurs reprises, l'armée a eu des états d'âme, en particulier lors des crises de 1973, 1975 et 1977, où des officiers supérieurs, souvent des commandants ou des colonels, revendiquaient au nom de l'armée un droit d'initiative dans la gestion du pays. À chaque fois – coup de force du général Bony en 1973, rébellion des colonels Sio et Kouamé en 1975 et Martin Yaenlin en 1977 –, la grogne des militaires a été portée par des officiers sortis majors de leurs promotions. Mais, à chacun de ces mouvements, ainsi que lors des soubresauts militaires ayant ponctué la décennie 80, jamais les militaires n'ont réellement tenté de renverser le gouvernement légal. Ils revendiquaient au contraire une plus grande implication dans la conduite du pays au nom d'une certaine compétence de gestion, puisque les officiers constituaient l'un des viviers de cadres les mieux formés de la société ivoirienne.

*Des militaires très impliqués dans la gestion de l'État,
mais progressivement écartés par les technocrates*

Houphouët-Boigny avait parfaitement compris cette tension entre société civile et société militaire. Il y a répondu de plusieurs manières : tout d'abord en dotant l'armée d'un statut privilégié, avec soldes et conditions matérielles confortables ; ensuite en lui donnant un rôle dans le fonctionnement de l'État. Ainsi, dès 1968, dans un discours que les militaires ivoiriens ne manquent jamais de rappeler, le Président a choisi de préciser le rôle de l'armée au sein de la nation ivoirienne : « L'armée et ses officiers ont vocation à participer à l'administration de la Nation et à assumer des postes civils de responsabilité. »

Ce recentrage du rôle de l'armée ivoirienne s'est traduit par une implication progressive du personnel militaire dans l'administration. Ainsi, durant la seconde moitié du régime Houphouët-Boigny, près de la moitié du corps pré-

fectoral et un tiers des responsables des douanes ont été recrutés parmi des militaires ivoiriens de haut rang. Durant la même période, plusieurs officiers supérieurs se sont vu confier des fonctions de responsabilité, souvent en matière de gestion, dans diverses sociétés d'État, comme Air Ivoire ou Palmindustrie⁶.

Ces affectations de militaires dans la société civile ont progressivement pris fin avec l'arrivée d'Alassane Ouattara à la primature au début des années 90 : les technocrates et des spécialistes des finances publiques arrivés dans le sillage du Premier ministre ont peu à peu supplanté les spécialistes de l'organisation que sont les militaires. Les officiers ont réintégré leurs casernes, et la préfectorale est revenue aux administrateurs civils, tandis que les plus brillants des officiers de rang intermédiaire étaient versés dans le corps diplomatique, notamment comme attachés militaires dans des ambassades secondaires. C'est le cas de deux membres actuels du CNSP : le colonel Doué, aujourd'hui promu général de brigade et ministre de la Jeunesse et des Sports, était attaché militaire à Tokyo ; le capitaine de corvette Djikalou Saint-Cyr, actuel ministre du Commerce, était attaché militaire en Allemagne.

L'exclusion progressive des militaires de la vie civile ivoirienne au profit des technocrates et des financiers est allée de pair avec l'émergence d'une nouvelle vision du rôle de l'armée au sein de l'État ivoirien. Ainsi, jusqu'à la fin du gouvernement Ouattara, une certaine forme de consensus s'est nouée entre les militaires et le pouvoir politique. Quelques officiers supérieurs participaient encore à la gestion de l'État, mais, en contrepartie, l'armée acceptait de servir de force de maintien de la paix intérieure. En d'autres termes, les militaires, dans la dernière période du régime Houphouët-Boigny, ont servi de suppléments à des forces de police mal équipées et mal entraînées pour contrôler soit des manifestations politiques (agitation du FPI), soit des mouvements sociaux (grèves des fonctionnaires) ou étudiants (grève des universités du début des années 90). Le général Guéï, chef d'état-major depuis juin 1990, n'a pas hésité, sous la primature Ouattara, à mettre l'armée à la disposition du gouvernement pour réprimer avec une particulière violence les grèves étudiantes⁷.

6. Respectivement la compagnie aérienne nationale et la société d'État chargée du développement de l'agro-industrie du palmier à huile.

7. Voir la biographie du général Guéï in *Côte d'Ivoire : 100 hommes de pouvoir*, Indigo Publications, Paris, 1996, pp. 78-79.

Des militaires malmenés et marginalisés par le régime Bédié

La crise de succession à la suite du décès d'Houphouët-Boigny en décembre 1993 et son règlement au profit d'Henri Konan Bédié ont été l'occasion d'une tentative de redéfinition du rôle de l'armée par les nouveaux détenteurs du pouvoir. La mauvaise gestion des « ressources humaines militaires » par le nouveau Président s'est toutefois traduite par une dégradation rapide. En effet, face au ralliement sans enthousiasme du chef d'état-major au nouveau Président par intérim, Bédié a alors proposé à Robert Gueï une promotion comme... ambassadeur au Tchad. Mais la popularité du général au sein de l'armée et sa personnalité ont contraint Konan Bédié à céder et à reconduire Gueï à l'état-major. La tension allait désormais s'accroître. D'autant que les militaires se sentaient floués, eu égard aux services rendus, par le refus du gouvernement de revaloriser la solde après la dévaluation du franc CFA. La poursuite de l'éviction des militaires des derniers postes « civils » à l'occasion de la vague de privatisation des sociétés d'État à partir de 1994 confirmait leur marginalisation. Au même moment, malgré quelques tentatives du général Bombet, ministre à poigne de l'Intérieur, de réintégrer certains de ses promotionnaires, la concurrence entre militaires et administrateurs civils au sein de la préfectorale était définitivement réglée au profit des seconds, en partie sous la pression du PDCI, qui s'est toujours montré défiant à l'égard de l'armée. Enfin, à la différence de la période Houphouët-Boigny, l'armée se voyait affectée par des budgets en réduction constante⁸.

Ces différents facteurs ont contribué à un changement d'attitude, et une partie de la hiérarchie militaire a alors estimé que l'armée n'avait pas pour mission de mener des opérations de répression intérieure. Cette prise de conscience a été renforcée par les débats conduits au sein de l'association des anciens Saint-Cyriens, portant sur la redéfinition d'une armée citoyenne et sur les nouvelles missions extérieures auxquelles les militaires ivoiriens étaient progressivement conviés dans le cadre des grandes opérations internationales de maintien de la paix. Plusieurs officiers supérieurs ont vu là une contradiction entre le rôle que pouvait remplir l'armée ivoirienne dans la sous-région, ou en Afrique de manière plus générale, et le rôle que l'État souhaitait lui faire remplir au plan intérieur.

En conséquence, lorsque le président Bédié a demandé à l'armée d'intervenir dans le contexte troublé de préparation des élections générales de 1995,

le général Guéï a clairement refusé d'impliquer la troupe en déclarant : « l'armée n'intervient que lorsque la République est en danger [...]. Dès l'instant où la compréhension guide les pas de chacun, qu'il soit du parti au pouvoir ou de l'opposition, je ne vois pas pour l'armée des raisons de s'exciter dans la rue⁹ ». La rupture était consommée. Le général Guéï est limogé en octobre 1995 et remplacé par le général Lassana. Il est nommé provisoirement ministre du Service civique (portefeuille qui n'existait plus depuis 1978) puis définitivement rayé des cadres après avoir été accusé d'une tentative de coup d'État fomentée par des officiers de l'Ouest (Guéré et Bété).

À partir de cette date, le régime Bédié va s'employer à mettre à l'écart, sans affectation valorisante, tous les officiers supérieurs de l'entourage immédiat d'Houphouët-Boigny¹⁰. De même, les officiers et sous-officiers ayant été en contact direct avec Alassane Ouattara lorsque ce dernier assumait la charge de Premier ministre seront écartés des postes de commandement¹¹. Cette reprise en main s'est traduite par la nomination d'officiers supérieurs baoulé à la plupart des postes clés (notamment les régions militaires), rompant ainsi avec la tradition d'habile dosage régional pratiqué par Houphouët-Boigny. Les fractures avec le corps social militaire, largement composé d'originaires de l'Ouest et du Nord, ne pouvaient dès lors que s'accroître.

RADIOGRAPHIE DES MUTINS DE DÉCEMBRE

Les courants qui traversent l'armée ivoirienne sont très hétérogènes. Mais leur point commun est incontestablement l'acuité du ressentiment face au déclassement des forces armées dans la Côte d'Ivoire des années 90. Les

8. À la fin du régime Bédié, les sommes qui étaient consacrées au fonctionnement de l'armée ivoirienne étaient deux fois moins importantes qu'au début de la décennie (entretien avec Tidjane Thiam, ancien ministre de la Planification et de la Programmation du développement du dernier gouvernement du régime Bédié).

9. *Côte d'Ivoire : 100 hommes de pouvoir*, op. cit., biographie du général Guéï.

10. Par exemple le général d'aviation Abdoulaye Coulibaly, pilote personnel de l'ancien Président, et actuel numéro trois du nouveau régime.

11. C'est le cas de l'intendant général Lassana Palenfo, numéro deux du nouveau régime, jugé responsable par l'administration Bédié – selon des fiches de renseignements saisies à la présidence lors du coup d'État – de l'accroissement de la fortune de M^{me} Ouattara par la vente sans appel d'offres à ICI (l'agence immobilière dont elle est propriétaire) de biens immobiliers appartenant à l'armée.

revendications matérielles et les maladroites du régime Bédié n'ont fait que cristalliser cet état de fait. Et les interventions des militaires ivoiriens sur les théâtres extérieurs ont offert une opportunité de comparaison et de réflexion qui a alimenté la contestation.

Un corps social de plus en plus contestataire

L'armée ivoirienne a beaucoup changé. Armée de conscription en théorie, elle est en réalité devenue très sélective du fait des contraintes budgétaires liées aux programmes d'ajustement structurel. Les jeunes Ivoiriens (garçons et filles) doivent en effet accomplir à dix-huit ans un service militaire de dix-huit mois. Mais, en pratique, seule une petite partie de la classe d'âge effectue un passage sous les drapeaux, faute de moyens de l'État. Ainsi, sur un contingent annuel potentiel d'environ 20 000 jeunes en âge d'être appelés, seul le quart, voire moins certaines années, rejoignent les casernes¹².

L'armée a traditionnellement représenté un moyen de promotion pour les classes sociales les plus défavorisées (accès à la formation, meilleures conditions d'existence, etc.). Mais si la crise économique a rendu les places « plus chères » (baisse de l'enrôlement et hausse des candidats), elle s'est également traduite par l'intérêt accru d'une partie de la jeunesse ivoirienne, issue du lycée, voire de l'université, pour la carrière militaire, tout du moins provisoirement. En conséquence, le recrutement s'opère souvent par cooptation (« l'effet village ») mais aussi, et de plus en plus, par la corruption, qui peut être la condition d'accès à un travail stable non dénué d'une certaine réputation, au moins à l'origine, en termes de statut social. Ce contexte général explique en partie le fort taux de demande manifesté par les jeunes à rester dans l'armée à l'issue de leur service militaire. En revanche, la porte d'accès pour les futurs cadres reste celle des concours passés au niveau du bac ou des cycles de préparation militaire, à l'instar du modèle français des écoles d'officiers de réserve. Nombreux sont les jeunes diplômés qui se sont engagés dans cette voie.

Ce phénomène de renouvellement du corps social militaire induit par la crise économique explique en grande partie l'évolution des mentalités des forces armées ivoiriennes, et surtout du corps des sous-officiers. Ainsi, plusieurs des mutins à l'origine du coup d'État de décembre présentent des traits communs. Âgés de vingt-cinq à trente ans, ils ont souvent participé, soit comme acteurs directs, soit plus passivement, aux grandes luttes estu-

diantines et scolaires qui ont ponctué les années 90 en Côte d'Ivoire. Trois parmi eux, selon des témoignages de leurs proches, ont été des leaders de la contestation dans leurs lycées respectifs. L'appartenance à des familles ayant subi de plein fouet les recompositions économiques récentes – qu'il s'agisse des effets des programmes d'ajustement structurel sur le salariat public ou privé ou de la redistribution des cartes dans la filière cacao – constitue une autre caractéristique de ces leaders¹³. Pour ces jeunes en mal d'insertion, l'armée, avec ses possibilités de formation et de carrière, s'est érigée comme une structure d'accueil providentielle ; aussi ne pouvaient-ils qu'être directement sensibles à la dégradation rapide du statut militaire et à la prévarication du régime Bédié.

Cependant, leurs critiques de l'ordre social ivoirien se caractérisent par une absence totale de références à une idéologie particulière. Il s'agit essentiellement d'un discours de contestation et de protestation dénonçant le régime PDCI et plaçant les « opposants institutionnels » – Laurent Gbagbo ou Alassane Ouattara – en figures de proue d'une rénovation possible. D'autant plus que la revendication semble être née pour partie d'une déception devant le constat de dévalorisation du statut de l'État (« à l'époque d'Houphouët... »), mais aussi de la dégradation du dialogue avec le pouvoir politique, et en particulier du recours direct au chef de l'État.

Dans la mémoire collective des mutins, alors même qu'ils sont trop jeunes pour avoir un souvenir précis des méthodes d'alors, la décision d'en appeler à « la sagesse du chef de l'État pour régler un problème de primes non versées en passant par-dessus la hiérarchie¹⁴ » figurait dans l'ordre naturel des choses. Le dérapage est survenu lorsque Bédié n'a pas joué le jeu. En effet, face aux revendications, le chef de l'État n'a pas extrait de derrière son bureau une mallette pleine de billets, comme l'aurait probablement fait Houphouët-Boigny dans de telles circonstances, afin de distribuer aux mutins quelques dizaines de milliers de francs CFA. Le manque de réactivité d'un régime

12. Témoignage du colonel Konan, membre du CNSP.

13. Deux des meneurs, les sergents Coulibally et Diabé, appartiennent à des familles dont les revenus ont été affectés par la restructuration de Palminindustrie pour le premier, et la restructuration des activités de JAG par François Bakou pour le second (JAG était le second exportateur de café et de cacao ivoirien).

14. Entretien avec le sergent Coulibally.

où il était de notoriété publique que le « système de l'enveloppe » s'érigait en principe de gouvernement, le refus du dialogue, sa délégation au Premier ministre en exercice (Daniel Duncan) – qui s'est alors demandé sous quelle imputation budgétaire affecter les 10 à 20 millions de francs CFA nécessaires pour désamorcer la crise¹⁵ –, ont exacerbé la frustration des mutins, puis leur détermination.

Une appartenance à des groupes « minoritaires »

L'autre caractéristique des jeunes mutins reste leur origine régionale et ethnique. À l'exception d'un seul d'entre eux, le groupe akan – qui a largement dominé la vie politique ivoirienne – n'est pas représenté parmi les initiateurs du coup de force. Les rebelles appartiennent tous à d'autres groupes ethniques de la société ivoirienne (bété, gueré, yacouba, sénoufo et dioula). Ces appartenances, de l'aveu même des ces jeunes sous-officiers, les ont rendus très sensibles au discours d'exclusion qui a caractérisé l'évolution du régime Bédié.

Plusieurs d'entre eux estimaient, à tort ou à raison, que leurs perspectives de carrière dans les forces armées ivoiriennes allaient être compromises par cette évolution du discours politique. Les exemples des mises à l'écart des généraux Gueï, Palenfo ou Coulibaly, tout comme les nominations aux postes de responsabilité, et même le recrutement biaisé de l'armée ivoirienne, ont renforcé ce sentiment d'exclusion accélérée. Le phénomène était d'autant plus sensible que la majorité des sous-officiers et officiers de rang intermédiaire (jusqu'au grade de colonel) sont originaires des régions de l'ouest, du nord-ouest et du nord du pays. Selon des données collectées par l'ambassade des États-Unis à Abidjan, l'armée ivoirienne était constituée au début de 1999 de 40 % d'officiers et de sous-officiers bété, et plus globalement de 65 % d'originaires de l'Ouest pris au sens large, alors que le groupe baoulé et akan n'en comptait que 20 %¹⁶.

Le passage par « l'école de la Minurca »

Enfin, une dernière caractéristique marque le groupe des mutins de décembre : leur appartenance pour l'essentiel au contingent ivoirien de la Mission des Nations unies en République centrafricaine (Minurca¹⁷). Cette participation à la Minurca et la mauvaise gestion de celle-ci par le pouvoir politique ont été une des causes directes du putsch, puisque la mutinerie a

débuté par une contestation portant sur les indemnités versées aux soldats¹⁸. Mais cette cause renvoie à une réalité plus profonde. En effet, le passage pendant plusieurs mois des jeunes soldats et sous-officiers ivoiriens dans les circuits de l'Onu a entraîné des modifications dans leurs perceptions de la réalité, de leur environnement et de leur statut. Contrairement à de nombreux officiers qui bénéficient de stages à l'étranger, les hommes de troupe de l'armée ivoirienne étaient – jusqu'à l'engagement ivoirien dans la Minurca – exclus des *per diem* et des formations à l'étranger. Or, en général, lors d'une mission à l'étranger, l'officier ivoirien dispose d'une enveloppe pour ses dépenses quotidiennes allant, selon le grade, de 1 000 à 2 500 francs français. Par ailleurs, alors que le corps des officiers, surtout supérieurs, bénéficiait par ses voyages d'une lecture critique des insuffisances de la société ivoirienne, la troupe ne disposait pas de repères lui permettant d'asseoir un discours de contestation.

Ainsi, l'engagement extérieur de la troupe dans le cadre d'une opération de maintien de la paix sous l'égide de l'Onu a donné aux jeunes soldats une grille de lecture différente, et, surtout, permis une prise de conscience des risques liés aux dérives du régime Bédié, tant par son discours d'exclusion que par la croissance observée des inégalités¹⁹. L'autre effet de l'engagement dans la Minurca, et non le moindre, a été l'apprentissage d'un « discours civique ». Le corps expéditionnaire ivoirien, comme ceux des autres États africains, a reçu des cours d'instruction sur la bonne gouvernance et le bon fonctionnement de l'État, notions totalement nouvelles pour l'armée ivoirienne. Et c'est ce discours qui s'est retrouvé en grande partie dans les diverses prises de position des jeunes mutins ainsi que dans celles des membres du

15. Témoignages de participants aux négociations du 21 décembre 1999.

16. Entretiens avec des membres de la mission diplomatique américaine à Abidjan.

17. Voir G.-A. Kieffer, « La révolte des militaires citoyens », *La Tribune*, 26 janvier 2000.

18. En réalité, les primes d'éloignement allouées par les Nations unies dans le cadre de la Minurca en Centrafrique ont bien été versées au Budget. Mais l'écart avec le montant perçu par les militaires s'expliquerait – selon la confirmation orale de l'ancien ministre de la Défense – pour des raisons de solidarité avec les autres forces armées africaines affectées à la Minurca : le reversement aux soldats ivoiriens aurait été minoré car les autres États africains (Togo, Burkina Faso) ne souhaitaient pas voir s'accroître les distorsions de salaires entre les divers contingents affectés en Centrafrique. Ils avaient ainsi demandé aux responsables ivoiriens de différer les versements des primes jusqu'au retour des forces armées dans leurs cantonnements en Côte d'Ivoire.

19. Voir l'article de F. Akindès de ce même numéro.

CNSP pendant et après le coup d'État ; de même que c'est cette « formation civique » qui est mobilisée aujourd'hui dans la critique, faite par « la base », du fonctionnement du gouvernement de transition. Mais ses arguments ont aussi été repris pour justifier l'éviction des ministres RDR du premier gouvernement, éliminés non pas en vertu de leur appartenance à ce parti mais plus pour leur manque de civisme et leur incapacité à travailler en équipe²⁰. D'ailleurs Henriette Diabaté, numéro deux du RDR, avait été reconduite dans ses fonctions ministérielles au nom de sa différence eu égard à ces principes.

Des solidarités différentes chez les officiers

Dans le corps des officiers putschistes, les motivations apparaissent très largement différentes. Tout d'abord, une partie des cadres ayant participé activement au soulèvement et à l'organisation du pouvoir après la réussite du coup d'État se caractérise soit par un niveau très élevé de formation – surdiplômés à l'exemple du capitaine de corvette Saint-Cyr, actuel ministre du Commerce –, soit par une proximité très importante avec leurs troupes – c'est le cas du colonel Doué, devenu depuis général et numéro quatre du CNSP. Cet officier, réputé proche du FPI, jouit d'une popularité indéniable auprès de la base pour avoir marqué une attention soutenue aux conditions matérielles de vie des hommes sous ses divers commandements.

L'autre caractéristique est la très profonde solidarité qui existe entre ces officiers. Elle s'explique par le passage dans l'une des trois écoles de formation militaires ou par des solidarités sportives : anciens de l'équipe de football du « printanier militaire de Treichville », de la DEPS ou de l'école Interarmes de Bouaké. De l'aveu de plusieurs officiers supérieurs, une partie de l'attitude des généraux Gueï ou Palenfo à l'égard du général Bombet, un frère d'armes et, surtout, un ancien de l'équipe de football de Treicheville, n'a pas d'autre explication. Cette remarque s'applique également au cas du général Akoto. De même, en dépit des très fortes divergences politiques qui les opposent, le judo et le karaté ont créé des liens très forts entre Gueï et Palenfo. Tous deux ont présidé les fédérations de ces deux sports de combat.

Enfin, l'autre point marquant du cursus des officiers supérieurs impliqués dans le coup d'État tient à leur passage soit dans les cabinets ministériels durant les dernières années du régime Houphouët, soit à des postes de responsabilité dans l'administration ou les sociétés d'État (c'est le cas du colo-

nel Dosso à Air Ivoire). Or, tous ces officiers ont été renvoyés pour des motifs divers et variés vers leurs corps d'origine sous le régime Bédié. Ils sont par ailleurs très souvent des frères d'armes des protestataires des années 70 et de la décennie suivante. Les contacts n'ont jamais été rompus entre eux. Les amicales de promotionnaires, caractéristique de l'organisation de la société militaire ivoirienne, ont servi de traits d'union permanents entre les officiers d'active et leurs frères d'armes contraints à la démission, pour des motifs différents, sous les régimes d'Houphouët-Boigny puis de Bédié.

QUELLE ISSUE POSSIBLE À CETTE « PRISE DE PAROLE »

DES MILITAIRES?

Il est bien sûr encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur des événements qui se déroulent sous nos yeux et sur l'implication future de l'armée dans la société ivoirienne. Ce sujet n'a pas fait l'objet d'investissements réels, et l'analyse menée par les différents partis politiques reste toujours embryonnaire. Tout se passe comme si la société civile n'avait pas ou ne souhaitait pas se préoccuper de la place des militaires dans la société ivoirienne, sauf pour dénoncer régulièrement dans la presse les abus de droit que commet l'armée.

La société politique ivoirienne s'enferme dans un surprenant autisme face à l'armée. Pourtant, le remaniement survenu le 18 mai 2000 marque une prise de contrôle croissante de l'armée sur le gouvernement de transition et sur l'État. Aujourd'hui, sur les neuf membres du CNSP, huit sont au gouvernement, et le général Gueï a montré pour le moins son indépendance à l'égard des partis en excluant le RDR et en permettant le retour du PDCI, ce qui constitue un revirement complet.

Cette évolution impose aux Ivoiriens un regard neuf sur leur « grande muette ». Dans des dossiers difficiles, tel celui de la filière cacao, de plus en plus de voix s'élèvent pour faire remarquer que le régime d'exception militaire pourrait enfin être le moyen d'imposer les réformes nécessaires à sa restructuration. Mais, en même temps, des voix tout aussi nombreuses se font entendre pour dénoncer les méthodes expéditives utilisées par l'armée pour résoudre les problèmes liés à la fraude dans le port d'Abidjan ou aux

conflits sociaux dans des entreprises privées.

Un débat qui reste ouvert au sein de l'armée

La « grande muette » est elle-même traversée actuellement par des courants contradictoires. Avant le remaniement, plusieurs des mutins membres du CNSP contestaient ouvertement les orientations perçues comme pro-ouattaristes du gouvernement. « Nous n'avons pas pris le pouvoir pour le donner sur un plateau au RDR », affirmaient plusieurs des leaders du mouvement. Selon les rares informations qui filtrent sur les débats au sein du CNSP, les décisions prises par le gouvernement et entérinées par le général Gueï ont fait l'objet, à plusieurs reprises, de violents débats. À certaines occasions, les discussions sont allées jusqu'à la mise en minorité du chef de l'État ou des généraux Palenfo et Coulibaly. Ces deux derniers sont considérés, par les jeunes sous-officiers ainsi que par une partie des officiers de rang intermédiaire membres du CNSP, comme étant des relais d'Alassane Ouattara à la tête de la hiérarchie militaire.

Cette crise a provisoirement trouvé une solution à la mi-mai avec le changement de gouvernement et l'éviction du RDR. Désormais, le CNSP est au gouvernement ; et le seul membre resté en dehors, le colonel de gendarmerie Konan, un fidèle du général Gueï, pilote avec une rare efficacité l'ensemble des services de renseignements depuis la présidence. Cette entrée en force du CNSP ne fait que matérialiser un état de fait qui s'était installé depuis plusieurs semaines. Chacun des membres de la junte s'était en effet vu allouer un ou plusieurs domaines de compétences ministériels qu'il suivait au quotidien. Dans cette organisation, le capitaine de corvette Saint-Cyr avait en charge la coordination de l'action du CNSP et celle, officieuse, du gouvernement (assurée officiellement par Seydou Diarra, ministre de la Planification). Depuis sa désignation comme ministre du Commerce, sa fonction au sein du CNSP est assurée par son adjoint, un officier de marine également.

Plusieurs des jeunes mutins, ainsi que quelques colonels membres du CNSP, s'interrogent de plus en plus sur l'avenir de leur mouvement et sur leur destin dans une Côte d'Ivoire normalisée. Les débats qui donnent le plus lieu à controverses portent sur la pérennisation des acquis du coup d'État en matière de lutte contre la corruption, sur l'amnistie des mutins, mais

21. Source : entretien, mai 2000.

aussi sur l'orientation de l'action gouvernementale. Ainsi la crise cacaoyère a-t-elle fait l'objet de plusieurs débats lors des réunions quotidiennes du CNSP. Les militaires sont conscients de l'ampleur de la crise et de la nécessité de repenser l'ensemble de la filière cacao ivoirienne. Mais ils s'interrogent sur la légitimité d'une décision engageant durablement l'avenir du pays par un régime de transition.

Pour des raisons électorales, Gueï est pour l'intervention, ainsi que plusieurs officiers dont les familles sont très impliquées dans le monde du cacao, tandis que les militaires liés au RDR d'Alassane Ouattara estiment qu'un régime de transition n'est pas habilité à mener ce type de réformes en profondeur. Désormais, avec le second gouvernement, ce débat semble avoir été réglé. L'armée s'occupe des Affaires et tient à marquer de son sceau la gestion de l'État. « Il n'est plus question d'expédier les affaires courantes, mais de les gérer », affirme l'un des militaires, nouveau ministre²¹.

Un autre débat porte sur la place des mutins dans la structure militaire. Actuellement, plusieurs d'entre eux chapeautent des officiers supérieurs et contrôlent leurs activités. Une partie du corps des officiers supérieurs vit de plus en plus difficilement le fait d'être soumis aux ordres et au contrôle de sous-officiers subalternes. Ces officiers penchent de plus en plus pour une « normalisation du régime », ce qui laisse augurer d'un futur indéterminé, avec trois lignes de réponses possibles qui traduisent les clivages actuels ou en cours d'émergence en Côte d'Ivoire : soit un ralliement au RDR pour certains (plutôt majoritaires, semble-t-il, au moins avant le dernier remaniement gouvernemental de mai 2000) ; soit un appui au FPI (plus minoritaire) ; soit, enfin, la poursuite de l'expérience actuelle à travers la candidature d'un Robert Gueï ayant revêtu des habits civils et la perspective d'un glissement d'une partie du PDCI en faveur des militaires au pouvoir (esquissé par le dernier gouvernement).

Mais ce dernier scénario ne fait pas l'unanimité chez les membres du CNSP. Des critiques assez vives contre « le général au ventre mou » ont agité le CNSP début mai. Aussi le général Gueï, qui s'était glissé progressivement dans les habits civils de l'houphouëtisme en mars et en avril, a-t-il depuis renoué avec le port du treillis, tout comme les nouveaux ministres militaires qu'il a fait entrer au gouvernement. Désormais, au lieu de se faire discrets, les militaires au pouvoir à Abidjan affichent avec ostentation les attributs de leurs fonctions ainsi que le caractère martial de leur état.

Vers la consolidation au pouvoir ?

Les indices en faveur d'une poursuite de l'expérience des militaires à la tête de l'État passant par l'épreuve des élections se multiplient. Le CNSP, qui vivait heureux en restant caché, projette de plus en plus ses membres sous la rampe des projecteurs. Plusieurs interprétations peuvent être données à cette sortie de l'ombre.

Il est de notoriété publique à Abidjan et dans les cercles proches de la présidence que l'objectif à atteindre est désormais le succès aux élections présidentielles par l'occupant actuel du bureau d'Houphouët-Boigny. Le dispositif mis en place s'inscrit dans plusieurs directions. D'une part, en confirmant et en nommant officiellement Seydou Diarra au poste de Premier ministre (ce qu'il était auparavant de fait), le général Gueï reconduit une répartition du pouvoir entre hommes du Nord et gens du Sud ou du Centre conforme à un schéma houphouëtiste. Parallèlement, en nommant des ministres civils liés à l'institution militaire par leurs réseaux familiaux – comme Ahmed Timité au ministère de l'Agriculture –, le général Gueï s'assure à la fois la fidélité des Sénoufo et d'un spécialiste de l'aménagement des zones de savanes, vivier du RDR. De même, en désignant le maître principal major Zohin au ministère de la Construction, le CNSP place au premier rang un homme plus connu pour ses fortes attaches avec les milieux artistiques ivoiriens que pour ses compétences dans le BTP. Ce soldat a été, au sein du CNSP, l'un des principaux acteurs de la « politique mains propres » et de la lutte contre la corruption (dossier contre l'homme d'affaires libanais Mustapha Khalil).

La montée du colonel Mouassi à l'Intérieur répond à d'autres considérations. Ce militaire peu loquace a un temps doublé le ministre civil des Affaires étrangères au sein du CNSP. Son arrivée à l'Intérieur, qui récompense sa fidélité indéfectible au général Gueï, s'inscrit également dans la

22. « Plusieurs journaux, rapportait l'AFP le 18 mai 2000, ont reçu la visite musclée de militaires et des journalistes ont été molestés, contraints à faire des pompes, à courir ou à ramper. Ce fut le cas jeudi pour quatre journalistes du quotidien *La Référence*, qui avait publié en une un portrait du général Gueï, un doigt dans le nez, et titré "Gueï, ton pouvoir est faible". L'observatoire national de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED) a condamné ces "intimidations" et demandé au PC de crise, au CNSP et aux journalistes "d'observer la mesure dans l'exercice de leur métier". Reporters sans frontières s'est également inquiété de "la dégradation de la liberté de la presse" en Côte d'Ivoire. »

mise en place d'une politique anti-fraude portant sur les cartes électorales en déchargeant de ce dossier le « peu sûr » général Palenfo, dont les accointances personnelles avec Alassane Ouattara sont de notoriété publique. Quant à la montée de l'officier principal d'administration Sama à la Communication, elle vise elle aussi plusieurs objectifs. Avec un tel porte-parole du gouvernement (qui est aussi le militaire le moins gradé de cette structure : il est sergent-chef), il s'agit d'un gage donné à l'armée sur la pérennité des objectifs des mutins. Homme à poigne ne semblant pas connaître d'autre tenue que le treillis, sa désignation est destinée à rappeler aux journaux d'obédience RDR ainsi qu'au *National*, très lié à Henri Konan Bédié, que les dérives dans les colonnes des quotidiens ou à Radio Nostalgie ont une limite²². Enfin, l'entrée au gouvernement du double de Seydou Diarra au CNSP, le capitaine de corvette Djikalou Saint-Cyr, un Ébrié (groupe akan), répond à la fois au souci d'augmenter la représentation des Akan au gouvernement, mais également de mettre en place un technicien de haut niveau jouissant à l'extérieur d'une image de coordonnateur efficace, de technocrate ouvert, moderne et multilingue.

Un retour dans les casernes semble des plus difficiles à assumer pour les jeunes mutins, surtout pour ceux qui se sont retrouvés dans des groupes tels que la « Camora » ou les « Brigades rouges ». La question de leur place dans la hiérarchie militaire reste posée. En théorie, de nouvelles affectations leur ont été signifiées, mais rien n'indique que la dérive des groupes armés soit totalement circonscrite. Un mouvement s'esquisse pour affecter à divers corps de l'État les militaires, officiers ou sous-officiers, les plus impliqués dans le coup d'État et qui n'ont pas eu de fonction ministérielle. Mais ce débat est désormais tranché avec l'entrée au gouvernement de la quasi-totalité des membres du CNSP. Deux d'entre eux avaient entre-temps été versés dans le corps diplomatique, dont un avec rang d'ambassadeur. Depuis, il est devenu ministre de l'Intérieur. Plusieurs des jeunes mutins ont pris des postes de responsabilité au sein des Renseignements généraux. D'autres encore ont rejoint la direction de la police économique. Mais, pour plusieurs d'entre eux, ces affectations sont perçues comme des mises à l'écart. En revanche, pour le colonel Konan, du CNSP, cette solution constitue la voie de sortie et de normalisation la meilleure pour des militaires dont les fonctions actuelles dans le régime d'exception sont en porte-à-faux avec la hiérarchie traditionnelle en vigueur dans l'armée.